

Sur l'île grecque de Leros, les bénévoles retrouvent le sourire

PAR DIMITRIS ANGELIDIS (EFSYN)
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 13 SEPTEMBRE 2015

Sur l'île grecque de Leros, qui recueille les migrants échoués sur l'îlot de Pharmakonisi, les bénévoles s'organisent. Un centre d'accueil est sur le point d'ouvrir ses portes. Un reportage publié par le quotidien grec *Efsyn*, partenaire de notre projet **Ouvrez l'Europe #OpenEurope**.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Par Dimitris Angelidis, de notre partenaire, le quotidien grec *Efsyn*. Traduction Panos Angelopoulos.-Tant que leurs efforts portent leurs fruits, les bénévoles ont le sourire. À Leros, ils se donnent pour tâche de ne pas laisser affamés, assoiffés et sans médicaments les réfugiés qui arrivent tous les jours par centaines sur l'île.

Depuis le 7 septembre, ils nettoient le rez-de-chaussée de l'ancien bâtiment du Pikpa, situé à Lakki, le principal port de l'île, juste à côté de la capitainerie et de la rue principale [*le Pikpa était une fondation d'accueil social et de soins médicaux, fermée en 2003 – nldr*]. Leur objectif est d'y installer une unité mobile chargée de l'accueil des réfugiés.

Les obstacles bureaucratiques à l'application de la décision ministérielle de la mise à leur disposition de l'immeuble ont enfin été surmontés. Deux conteneurs ont déjà été placés dans la cour ; ils vont abriter les services administratifs de la capitainerie et de la police du port pour le recensement et l'identification des réfugiés. Les membres du Réseau des bénévoles de Leros font tout leur possible pour que le dispositif soit opérationnel d'ici la fin du mois, à l'image des unités mobiles similaires opérant à Samos et à Lesbos.

L'approbation formelle de son financement est attendue dans les jours qui viennent, mais le Réseau des bénévoles, travaillant en collaboration étroite avec le Service de premier accueil et le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, est prêt à y installer des lits, à distribuer des draps, couvertures et serviettes collectés grâce à des donations venant de tout le pays

ainsi que de l'étranger, et à construire une clôture mitoyenne pour limiter le contact avec le bâtiment adjacent du Pikpa qui accueille actuellement entre 50 et 70 patients.

Ce qui manque encore, c'est aussi la permission d'utiliser le premier étage de l'immeuble, ce qui permettrait de renforcer les capacités d'accueil et d'hébergement des réfugiés.



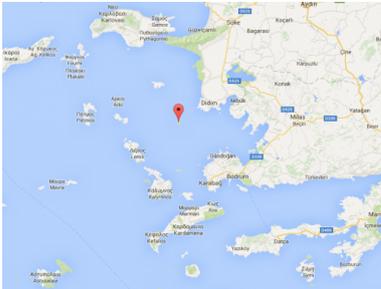
Le bâtiment du Pikpa, en cours de rénovation pour devenir une unité d'accueil des réfugiés © Dimitris Angelidis

Les menaces de la municipalité – hostile à la transformation du bâtiment du Pikpa en centre d'accueil des réfugiés – n'ont pas été suivies d'effets. Une semaine plus tôt, le maire, Michalis Koliass [*indépendant, proche des milieux économiques de l'île – nldr*], invoquait la proximité d'un collège, d'un lycée technique et d'une maison de retraite pour exiger le transfert des réfugiés loin de Lakki, menaçant dans le cas contraire que la rentrée scolaire soit annulée et que la municipalité suspende toute aide à l'égard des migrants.

Or, aussi paradoxal que cela puisse paraître, ils sont nombreux à souhaiter que le maire mette en pratique sa dernière menace ! Car, venant de lui, le sens de cette « aide à l'égard des migrants » prend une tournure bien particulière. En fait, le conseil municipal a décidé de déplacer les centaines de réfugiés dans le village de Lepida, situé à trois kilomètres du port. C'est là où le maire, d'après ses déclarations officielles dans les médias locaux, envisage de construire « une Amygdaleza à visage humain » [*du nom d'un centre de rétention en périphérie d'Athènes, connu pour ses conditions inhumaines d'hébergement, nldr*].

Les services municipaux ont déjà défriché le terrain vague devant le pavillon abandonné de l'ancien hôpital psychiatrique, cet emblématique complexe de bâtiments auxquels sont attachées des images

d'horreur, d'enfermement, d'abandon et de torture, étant donné que depuis la fin des années 1950 il fonctionnait comme une colonie d'aliénés.



En rouge, l'îlot de Pharmakonisi, sur lequel s'échouent les réfugiés partis de Turquie. Ils sont ensuite conduits à Leros.

Cependant, vu l'état de délabrement avancé du site, sa réhabilitation est estimée à plusieurs centaines de milliers d'euros et nécessite beaucoup de temps. Mais le principal problème ne relève ni du coût ni du temps nécessaire, ni même de l'absence de toute infrastructure garantissant des conditions élémentaires pour un accueil dans des conditions humaines. Le problème est que la municipalité semble opter pour la création d'un centre de détention afin d'y enfermer des personnes dont la procédure d'expulsion administrative est suspendue, et auxquelles revient de plein droit la possibilité de circuler librement sur l'île en attendant le bateau pour Athènes.

Assurer un accueil et un hébergement dans des conditions humaines pendant le processus d'identification – qui peut prendre plusieurs jours – relève de l'urgence. Et c'est justement cela le défi de cette nouvelle initiative qui se met en place dans l'espace du Pikpa, afin de mettre fin à ces images honteuses d'exilés entassés par centaines aussi bien dans la cour de la capitainerie que dans la rue. Malgré cela, il y a toujours des personnes, notamment un membre du conseil municipal de l'île, pour reprocher publiquement aux autorités portuaires d'avoir mis en œuvre le processus d'identification dans des délais très courts, faisant ainsi de Leros un « pôle d'attraction pour les réfugiés » !

« On attend ; on ne fait qu'attendre »

« Pourvu que les réfugiés vivent en paix et dans le calme, mon enfant, car on ne sait jamais d'où ils viennent et ce qu'ils ont subi. Je te parle comme ta

grand-mère, comme ta mère, mon enfant. Va voir dans quel état d'insalubrité ils vivent ! Tu passes devant et tu bouches ton nez, tellement cela pue. Qu'ils prennent au moins un balai et qu'ils se mettent à nettoyer les endroits où ils dorment. Ils risquent de devenir la proie des serpents et autres bestioles. Ils vivent et dorment entassés pêle-mêle, hommes et femmes, tous ensemble.

Que la miséricorde du Seigneur et de la Vierge Marie fasse cesser le mal, mon enfant. Et qu'ils rentrent chez eux, car ces gens-ci ont la vie très dure. Qu'est-ce qu'ils sont venus faire ici, en Grèce, dans ce pauvre petit pays ? Ici, même les Grecs n'ont pas de quoi manger ni travailler. Qu'est-ce que l'on peut faire pour les immigrés de tous ces pays ? L'île de Leros aussi a été complètement ravagée par les bombardements de 1940. Mais personne n'est parti. Pourquoi ces gens sont-ils partis de leur pays d'origine ?

Je prie Dieu et je souhaite de tout mon cœur que ces gens arrivent dans de meilleures contrées, pour y vivre mieux, travailler, gagner leur pain. Car ici, mon enfant, ce n'est qu'une petite île, ce n'est pas une capitale », nous dit une vieille dame en regardant un groupe de réfugiés passer devant sa porte.

« Je sais bien que certains habitants sont préoccupés de l'image des réfugiés à Lakki. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit bien d'une petite île de sept à huit mille habitants qui depuis maintenant un mois reçoit quotidiennement des centaines de réfugiés. Quoi qu'on en dise, les habitants sont sous le choc. Mais malgré cela, je n'ai pas l'impression qu'ils soient négatifs ou hostiles.

Tout le monde ne peut pas aider, car il est difficile de participer activement à ce processus lorsqu'on a un travail et un foyer à faire tourner. Mais la majorité des habitants compatit avec les réfugiés et s'attriste de la situation », explique Kate Lincoln lors d'une promenade au vieux port.

Elle est avocate, originaire de Grande-Bretagne, et passe ses vacances estivales à Leros et dans d'autres îles grecques. Depuis ces dernières semaines, depuis que les cent ou deux cents arrivées par jour se sont considérablement multipliées, Kate participe à

des actions du Réseau des bénévoles, comme la distribution des repas. Il en va de même pour plusieurs autres touristes étrangers qui passent leurs vacances à Leros.



Distribution de nourriture par des bénévoles © Dimitris Angelidis

Partout où ils trouvent un peu d'ombre, sous les arbres, sur le trottoir près des murs d'enclos, dans des hangars, voire sous les échafaudages de l'ancien cinéma de Lakki en voie de reconstruction, assis sur des cartons, sur des nattes ou par terre, les réfugiés qui ont accompli le processus d'identification attendent pour trouver un billet de bateau à destination d'Athènes.

Les cafés au bord de la mer et les pâtisseries de souvlaki sont pleins à craquer. Certains jouent au backgammon, d'autres prennent soin de leurs bébés, d'autres encore attendent que leur téléphone portable se recharge au prix de cinq euros. Devant l'école du village, le visage tourné vers le mur, un homme d'une quarantaine d'années tient d'une main un petit miroir rond et s'applique de l'autre à tailler sa moustache avec un attachement quasi religieux.

« Après, c'est Athènes, la Macédoine et la Serbie. Et puis, la Hongrie, l'Autriche et l'Allemagne » : les uns et les autres décrivent les prochaines étapes d'un voyage dont personne ne maîtrise vraiment ni les moyens d'atteindre la prochaine ville, ni les dangers et les obstacles auxquels il va devoir faire face. « On attend ; on ne fait qu'attendre... », nous dit un Irakien de 21 ans, heureux d'avoir pu se procurer un billet pour Athènes après sept jours à Leros. Il part le lendemain.

Sur la jetée du port, le volume du bateau de croisière *Eleftherios Venizelos* de la compagnie ANEK envahit l'espace. Le bateau a été affrété pour transporter les réfugiés des îles vers le Pirée. Depuis la veille, quand ils ont appris que le bateau allait passer à Leros, quelque 1 200 réfugiés se sont précipités pour acheter

un billet au tarif de 50 euros par adulte, même s'ils avaient déjà acheté des billets pour les ferries réguliers partant la semaine suivante.

Les bateaux pneumatiques font office de parasols

« En effet, dans la plupart des cas, ils vont perdre ces billets, car s'ils ne prennent pas soin de les annuler jusqu'à quatre heures avant le départ, ils ne seront pas remboursés ; sinon ils seront remboursés la moitié du prix, suivant la politique de la compagnie Blue Star Ferries », nous explique le responsable de l'agence de vente de billets.

« Les instructions sont claires et doivent être appliquées à la lettre de manière à ce que les réfugiés qui ne parviennent pas à couvrir le prix d'un billet puissent en bénéficier », déclarait le 20 août le ministre d'État, Alekos Flabouraris. Mais selon Matina Katsiveli, une des animatrices du Réseau des bénévoles, les consignes ne sont nullement respectées, et l'achat des billets pour les réfugiés qui ne disposent pas de l'argent nécessaire revient régulièrement aux bénévoles.



Les migrants montent sur le ferry Eleftherios Venizelos © Dimitris Angelidis

À côté des réfugiés qui suivent les instructions des officiers du navire et de la police portuaire et forment des groupes de 20 à 30 personnes pour monter sur le *Eleftherios Venizelos*, il y en a d'autres qui patientent. Ce sont les nouveaux arrivants : 150 réfugiés sont arrivés dans la matinée et attendent dans le hangar de la jetée ; 250 sont arrivés à midi et attendent sous le soleil tapant, près du navire des gardes-côtes qui les a fait venir de Pharmakonisi.

La plupart des réfugiés de Leros débarquent d'abord à Pharmakonisi. Ils y passent une ou deux nuits à l'extérieur du camp militaire de l'île où, d'après leurs

témoignages, ils font l'objet d'un accueil aux allures d'un exercice militaire, sous les consignes et les ordres stridents des 25 militaires attachés à cette unité.

Des réfugiés rapportent que la semaine précédente, deux incidents de vol organisé y ont eu lieu. Les groupes des auteurs présumés, formés par des soldats, auraient, sous la menace, dérobé à leurs victimes plusieurs centaines d'euros.

« *Ce qui se passe ici, c'est la honte. Nous attendons pendant des heures, sans eau, sans nourriture. On nous a dit de fermer nos gueules et d'attendre* », s'indigne une femme syrienne avec son bébé dans les bras et ses deux enfants accrochés à elle. Un homme syrien essaie désespérément de trouver un responsable pour signaler que sa femme, atteinte du cancer de la bouche, présente des signes d'épuisement. Un autre, les larmes aux yeux, nous montre la photo d'Aylan Kurdi, l'enfant syrien mort noyé et dont le corps a été retrouvé sur les côtes turques.

Une personne se détache du groupe et s'apprête à embarquer sur l'*Eleftherios Venizelos*. L'homme vient vers nous en courant ; à travers les barrières, il essaie de prendre dans ses bras deux copains à lui. Ils font partie des réfugiés qui sont arrivés ce matin : il leur fait passer deux croissants avant de repartir en courant vers le bateau.

Pour les nouveaux arrivants, l'aventure du recensement et de l'identification ne fait que commencer. Ils sont conduits à la capitainerie où quelqu'un leur marque sur le bras un numéro d'immatriculation ; ils font ensuite la queue pour être recensés – soit d'après les documents qu'ils possèdent, soit sur la base d'une déclaration – puis sont poursuivis pour entrée irrégulière sur le territoire national...

Le procureur s'abstient d'engager des poursuites et les réfugiés passent ainsi sous la responsabilité de la police, qui procède à leur identification et à leur enregistrement dans le système électronique européen d'entrée/sortie, avant de leur fournir l'attestation de mise en suspens de l'expulsion administrative dont la validité est de six mois pour les ressortissants syriens, et de 30 jours pour toute autre nationalité.

Le processus d'enregistrement électronique dure environ une demi-heure, ce qui signifie qu'en une journée seuls 60 à 70 cas sont traités. Les réfugiés doivent prendre leur mal en patience, entassés par centaines dans la cour de la capitainerie ou, pour ceux qui n'y trouvent plus de place, dans la rue et dans le camp de fortune mis en place par Médecins du monde.

Seul le mot « chaos » peut décrire la situation. De longues files d'attente se forment devant les toilettes installées par les médecins et connectées au réseau d'assainissement collectif, de longues files d'attente devant la bassine où les réfugiés peuvent laver leur linge avant de l'étendre sur les barbelés, de longues files d'attente devant les deux réservoirs d'eau, de longues files d'attente aussi devant la petite table où ils se font appeler.

Les bateaux pneumatiques qui les ont amenés jusqu'ici, désormais saisis par les gardes-côtes et dégonflés, font office de parasols accrochés aux arbres. Les moins chanceux essaient de se protéger du soleil à l'aide de bouts de carton.

Un groupe écoute indifféremment un membre du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés les informant de la procédure de demande d'asile – mais personne ne veut demander l'asile en Grèce – et éclate de rire quand il évoque les droits des réfugiés. Dans ce contexte, le mot « droits » a tout d'une fausse note.

Les repas ne suffisent pas pour tout le monde

« *Nous nous efforçons de faire tout ce qui est humainement possible, bien que la situation nous dépasse et nous mette sans cesse à l'épreuve. Moi aussi j'ai tenu dans mes bras un enfant de six ans mort noyé. Je sais bien de quoi il s'agit. Ce soir-là, je suis rentré chez moi et j'ai veillé toute la nuit au chevet de mon enfant qui dormait. J'avais une seule idée en tête : s'il est vivant, c'est par hasard ; lui, il a eu la chance d'être né ici, tandis que l'autre est né en Syrie* », nous dit l'agent de la police portuaire. Il monte la garde à l'entrée de la capitainerie et laisse passer qui souhaite sortir, soit pour se dégourdir pendant quelques minutes, soit pour aller chercher quelque chose à manger.

En tant que détenus, les réfugiés ont droit à des repas d'une valeur de 5,8 euros par jour financés par l'État, mais les fonds alloués à ces fins sont déjà épuisés depuis une semaine sans qu'aucun autre financement ne soit prévu. À deux reprises, leur alimentation a été prise en charge par le Haut commissariat pour les réfugiés ; pour le reste, la tâche revient aux solidaires.

Au petit déjeuner, ils distribuent des tranches de pain de mie avec un petit sachet d'olives ; une femme apporte des œufs durs, des tartes au fromage et du lait pour les enfants ; le soir, ils s'adressent au privé et passent commande pour quelques plats chauds et des centaines de brochettes, payés au prix fort : 2 euros sans viande, 2,5 avec de la viande.

« Des fois, la situation devient particulièrement tendue. Les gens sont désespérés et tout nous tombe dessus. Un soir, quand il y avait encore le projet de transfert des réfugiés à Lepida, ils étaient tous révoltés. Nous avons eu peur que cela n'explode d'un instant à l'autre. Nous avons arrêté la distribution et attendu que le calme revienne.

Et puis, il y a des gens qui ont trouvé abri dans des bâtiments abandonnés. Nous devons aller les chercher. Nous ne savons pas si ces bâtiments sont sécurisés, ni même si nous aurons à faire face à une foule déchaînée. Nous y allons donc toujours à deux ou à trois. Mais ce qui pèse énormément sur nos épaules, c'est avant tout le coût émotionnel.

Nous sommes toujours occupés et nous n'y pensons pas. Mais lorsqu'on se met à y penser, cela nous étouffe. Et dans un tel état, on ne peut plus être utile. Il faut faire une pause de deux ou trois jours avant d'y revenir », nous confesse Kate.

Dans la soirée, la femme atteinte de cancer, son mari et leurs deux bébés seront transférés à la villa Artemis, avec d'autres femmes, des bébés et des patients. Depuis l'automne dernier, le Réseau de bénévoles revendiquait l'utilisation de cette villa abandonnée, pour l'hébergement des réfugiés qui avaient déjà commencé à remplir le site de la capitainerie.

Malgré les réactions obstinées de la part des autorités municipales, la villa a été mise à la disposition des solidaires à la fin du printemps ; pendant l'été, elle

abritait environ 100 réfugiés afin d'alléger un peu la capitainerie. Quand en août le nombre de réfugiés a explosé, la police a transféré à la villa 300 réfugiés et les a gardés enfermés pendant des jours sans aucun contrôle ni mesure de précaution. C'est à ce moment qu'il y a eu des dégâts : des portes sans poignée, des matelas et des meubles endommagés... Maintenant, la villa est de nouveau gérée par les solidaires et utilisée pour l'hébergement des personnes les plus fragilisées et vulnérables.

Un jeune de 22 ans aide les nouveaux arrivants à s'installer, tandis que sa sœur passe le balai dans le couloir. Un homme corpulent, la cinquantaine, maître de conférences en chimie en Irak, demande où il pourrait trouver une carte SIM pour son portable, ainsi que des vêtements à sa taille.

[[lire_aussi]]

Quand leur embarcation a pris l'eau, il a été obligé de jeter son sac à dos rempli de vêtements dans la mer parce que tout était mouillé et donc très lourd. *« Mais j'ai serré contre moi le sac contenant les médicaments de mon fils »,* nous dit-il en nous montrant son enfant autiste et souffrant de crises d'épilepsie qui dort dans la chambre d'à côté.

Les bénévoles accompagnent une Palestinienne de Syrie à la capitainerie où, à cause du chaos généralisé, elle a laissé un de ses enfants. Sur place, les repas ne suffisent pas pour tout le monde et les solidaires passent commande pour 400 brochettes.

De nombreuses personnes se sont endormies sur des cartons, d'autres font la queue pour remplir leurs bouteilles d'eau au réservoir. Elles viennent de réaliser que le voyage vers l'Europe sera difficile. À toute occasion, elles adressent un grand « merci » aux bénévoles, aux solidaires, aux policiers du port, à toute personne qui s'efforcent de rendre leur voyage un peu plus humain.

« Au début, quand j'ai commencé, c'était très difficile. Je n'ai pas fermé l'œil pendant deux jours. Et quand le nombre de nouveaux arrivants a explosé, je n'arrivais pas à dormir non plus. Maintenant, je gère mieux ; j'y arrive. Cela m'aide beaucoup de retrouver mes amis et de leur dire ce que j'ai vu et vécu dans

la journée. Et c'est surprenant de voir comment les gens réagissent et s'impliquent. Une amie norvégienne m'a rendu visite et a vu ce que nous faisons au quotidien. Maintenant, elle essaie de mettre en place une structure similaire à Oslo.

À propos, es-tu au courant ? Des Islandais déclarent vouloir accueillir des réfugiés chez eux ! Partout en Europe, des gens s'inspirent, se mobilisent et tentent d'aider comme ils peuvent en dépit des propos et des actes de leurs gouvernements. C'est la chose la plus réconfortante et encourageante dans toute cette histoire ! », conclut Kate.

Boîte noire

Ce reportage est le deuxième traduit du **quotidien grec Efsyn** (*Journal des rédacteurs*) dans le cadre de notre projet **Ouvrez l'Europe #OpenEurope**. Il a été publié le 7 septembre 2015 (**le lire en grec**). Il a été traduit en français par Panos Angelopoulos. Le titre a été légèrement modifié.

Le jour où Dimitris Angelidis a réalisé ce reportage, 1 200 migrants sont partis de l'île de Leros avec le ferry, environ 350 ont été enregistrés ce jour-là, et 400 nouveaux sont arrivés. Des centaines de migrants sont actuellement présents sur l'île, mais nul ne peut donner un chiffre exact.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.